Séance publique du 2 février 2009

Quel avenir pour la France ? par Paul BERNARD

Au début de cette agréable rencontre, plusieurs sentiments se mêlent en moi. D'abord, la gratitude pour l'accueil réservé par notre académie, la satisfaction de devoir parler de notre patrie que j'ai servie avec passion tout au long de ma vie professionnelle et le plaisir de bénéficier de la présence de nombreux amis de longue date.

Toutefois je ressens également une sincère inquiétude, car mon propos risque de paraître imprudent ou prétentieux en raison de la période cruciale, aussi incertaine qu'imprévisible, que nous vivons.

Plus que jamais nous prenons conscience que, si ce sont les hommes qui font l'histoire, nos contemporains ignorent quelle histoire ils font. Tout bouge dans le monde autour de nous mais on ne connaît plus le sens du changement et la France dérive sans savoir ou elle va.

La modestie s'impose donc et je fais appel à l'indulgence de l'auditoire, pour le cas ou le coeur égare la raison. Je souhaite faire part de quelques réflexions personnelles inspirées par mes expériences nationales et internationales, animées par l'esprit critique de tout citoyen lucide et éclairées par l'amour de la France.

Je vous propose donc de rechercher "quel avenir pour la France" à partir de trois angles de vue :

- un regard rétrospectif et affectif sur notre vieux pays, la France de toujours ;
- l'observation réaliste des menaces qui pèsent sur la France d'aujourd'hui ;
- l'espérance d'un avenir qui n'est écrit nulle part dans un monde imprévisible.

Quelle mémoire gardons-nous de notre pays multiséculaire ?

Il était une fois... la France!

Deux questions viennent à l'esprit :

- Qu'est-ce que la France ? Est-ce la même d'hier à aujourd'hui ?
- Est-il bon de se souvenir ? Ne croyez pas que je conseille de s'engager dans l'avenir à reculons ou de chercher notre destin dans le rétroviseur, surtout par temps de brouillard. Mais je pense que les peuples comme les personnes ont besoin de la mémoire pour servir de tremplin vers l'avenir. Le meilleur moyen d'avoir de l'espoir, n'est ce pas d'avoir des souvenirs pour comprendre le mystère de notre trajectoire collective. Oui! L'avenir vient de loin!

Fernand Braudel a raison de dire qu'il y a "**une problématique centrale**" qui explique la vitalité de notre pays depuis 2000 ans.

La France est diversité, au cœur de l'unité, dans une mystérieuse continuité.

La *géographie* a contribué à "faire la France". Aujourd'hui nos dirigeants paraissent découvrir un curieux besoin de diversité sociologique, alors que cette **diversité** est déjà une donnée physique de base.

- Par sa position géographique, la France, inscrite dans la belle figure géométrique de l'Hexagone, tient fièrement le cap avancé et le finisterre du continent européen. Ses gouvernants successifs n'ont eu de cesse que de la conforter dans ses frontières naturelles. Elle bénéficie de l'équilibre harmonieux que lui procurent son climat tempéré et son ouverture sur trois mers, tandis que l'histoire lui a permis d'élargir son territoire par des positions stratégiques sur les cinq continents dans le monde.
- Notre pays est composé de *sites personnalisés* qui méritent le nom de "pays" et constituent une émouvante mosaïque d'une belle diversité. J'ai eu la chance de découvrir les particularismes de nombreux "pays".-
- La variété et le charme des *terroirs chatoyants* illustrent cette France plurielle faite de contrastes harmonieux. Ainsi, les paysages, les mœurs, les chansons, l'architecture des toits, l'accent, proclament cette diversité naturelle et illuminent l'accueil des étrangers qui se retrouvent chez nous "heureux comme Dieu en France". Churchill ou de Gaulle s'étonnait d'une curiosité de notre génie français : "Comment est-il possible de gouverner un peuple qui dispose de 360 marques de fromages"!

Les populations ne sont pas uniformes. Les mœurs sont très différentes. Il m'a suffi d'une mutation rapide en quelques heures pour quitter Bonifacio, pole avancé de l'Europe en Méditerranée, et me retrouver parachuté dans un autre monde dans les Ardennes.

Ainsi j'ai dû longuement dialoguer pour rapprocher les habitants de l'île de Houat et ceux de l'île d'Hoëdic qui ne se parlaient plus depuis des siècles, afin qu'ils acceptent de se réunir sur l'une d'entre elles pour accueillir le président de la république.

A l'opposé de ce démon querelleur, on trouve une fidélité inébranlable, à travers les siècles, aux racines historiques. Ainsi à Orléans chaque année, depuis plus de 500 ans, lors du 8 mai, la moitié de la population et les élus défilent dans la rue devant l'autre moitié de la ville, pour communier pieusement dans le culte de Jeanne d'Arc.

La diversité se situe indissolublement au cœur de l'*unité*, le versant essentiel et indissociable de l'âme française.

Cette unité n'a pas été le résultat de conflits armés ou d'accidentelles stratégies politiciennes. C'est le fruit d'un processus volontaire de nos différents régimes et vécu par des centaines de générations.

Au début de notre histoire nationale, les gaulois ont su transformer, transcender des influences extérieures dont ils ont su tirer le meilleur parti.

Ainsi la peuplade germanique des Francs, une fois installée en Gaule et après s'être opposé longuement aux conquérants romains a compris que son intérêt d'avenir passait par l'acceptation de la Pax Romana et par l'intégration dans la société romaine, sans paraître étrangers, au point d'occuper de hauts postes de la

hiérarchie romaine. Ainsi les gallo-romains ont fait naître la Francia occidentalis. Le roi des Francs devint roi de France et la guerre de cent ans a fait naître un sentiment national.

De même Clovis, premier barbare baptisé, a eu l'intelligente sagesse d'adhérer au christianisme et d'inscrire dans la nature française l'idéal de l'altruisme humaniste et la communion dans une même foi.

Dans le même esprit, les rois successifs ont démontré une volonté tenace, véritable obsession, de "faire la France", malgré leur faiblesse (celle du petit roi de Bourges), en opposant à la féodalité l'autorité du suzerain sur ses vassaux.

Un exemple très frappant de cette étonnante ambition est donné par Louis XI qui aimait dire : "Je suis France".Ce n'était pas une appropriation puisque la tradition française imposée au monarque dissociait la Couronne c'est-à-dire le pouvoir et la personne du roi. Avec une aussi noble exigence, nos gouvernants se trouvaient tenus à l'obligation de respecter les sujets et la dignité de leur fonction.

Cette unité, voulue sans faiblesse, a forgé l'identité de la France, dans une étonnante **continuité**.

Comme le flux des marées successives accueille les fleuves dans la mer, de même chaque régime a contribué à cette œuvre commune et durable.

C'est par l'amalgame que la monarchie d'ancien régime a intégré les provinces dans une sorte d'assemblage mystérieux, au sein d'un royaume constitué autour de l'État.

La révolution de 1789 a institué la nation que les rois avaient déjà fait naître progressivement.

Napoléon a consolidé l'État et modernisé les institutions publiques dans un souci de continuité. Ainsi il a tenu à installer le préfet d'Empire dans la résidence de l'Intendant du roi à Chalon sur Marne, (devenu Châlons-en-Champagne). On peut se demander pourquoi cette ville modeste a été retenue de préférence à Reims beaucoup plus importante. Il a respecté ainsi le choix du roi qui voulait assurer une indépendance ou une certaine distance de son représentant, d'une part vis-à-vis de l'archevêque, autorité de l'Eglise, dans la ville du sacre royal à Reims, d'autre part vis-à-vis de l'autorité civile du comte de Champagne à Troyes. Comme préfet de la région Champagne, j'ai eu ainsi l'honneur de vivre dans ces lieux historiques marqués par les meubles du sacre de Charles X, le souvenir de la dernière nuit de liberté de Louis XVI et de Marie-Antoinette au retour de Varennes, et les passages de Napoléon au cours de ses campagnes militaires.

Les républiques ont rassemblé le peuple autour de principes communs traduits dans des lois fondamentales et au service d'institutions capables d'évolution.

De Gaulle en 1958 a voulu, dans la même continuité, que la France épouse son siècle en appui sur l'Etat restauré de la Ve République.

L'histoire a retenu le nom de quelques géants dont le mérite a été de fonder des institutions durables et distinctes de leur propre gloire éphémère.

L'origine de notre drapeau tricolore illustre exactement cette continuité nationale. Le bleu rappelle la couleur du manteau royal, le rouge la bannière de Saint-Denis. Les révolutionnaires ont arboré la cocarde bleue et rouge aux couleurs

de la Ville de Paris et La Fayette a voulu y adjoindre le blanc, couleur officielle du royaume de France. Après quelques querelles entre royalistes et républicains, le drapeau tricolore devint ainsi le symbole de la France.

Péguy avait raison de souligner cette continuité en exaltant "la république une et indivisible, notre royaume de France".

Pendant les cent jours, le préfet Rambuteau se rendait sur les lieux de combat à Paris. À ceux qui criaient "vive le roi", il répondait : qu'il venait de partir. Aux autres qui criaient "vive l'empereur", il précisait qu'il n'était pas encore en place. À tous, il conseillait : "criez vive la France, elle est de tous les temps".

Sommes-nous capables aujourd'hui de poursuivre ce dessin national sur notre trame millénaire ?

À ce stade de mémoire, on peut évoquer **le mystère français**. Peu de pays comme la France peuvent continuer de vivre, depuis 2000 ans, dans la cour de quelques plus anciens grands pays unitaires qui poursuivent leur destin et leur œuvre, comme la Russie depuis mille ans et la Chine depuis cinq mille ans.

– Pourquoi et comment la France a-t-elle pu donner le ton, comme inspiratrice des grandes vagues de civilisation ou comme épicentre des séismes révolutionnaires : la fin des monarchies en Europe, l'esprit du siècle des Lumières, la colonisation corrigée ensuite par l'autodétermination des peuples, le signal de dégradation des mœurs en 1968, enfin l'Europe, ce vieux rêve napoléonien, devenu réalité grâce à de grands esprits français, de Robert Schuman à Jacques Delors.

Le poids de l'histoire fait apparaître un centre de gravité génétique, parfois malsain.

Des tendances lourdes, attachées à notre inconscient national, ressurgissent particulièrement dès que l'État s'affaiblit ou s'effondre.

– Ainsi, *l'intérêt général n'est pas une préoccupation naturelle pour les Français*. Il a fallu une volonté centralisatrice pour que l'État prenne en charge l'intérêt commun. Les Français lui confient cette tâche, sans complexe, ce qui leur permet de vaquer individuellement à leurs intérêts privés, plus ou moins égoïstes, pendant que la puissance tutélaire veille à l'avenir et aux dangers qui menacent la collectivité.

De nos jours, le moindre projet d'équipement public (autoroute ou réforme) suscite non pas des comités de promotion mais plutôt fait fleurir de multiples comités de défense au service d'intérêts corporatistes.

Une réplique m'a particulièrement choqué. En Corse, en appelant au travail d'équipe pour la paix, j'ai enregistré le choc de cette formule exprimée très spontanément : "le bien commun ne profite à personne".

Il en est tout autrement dans d'autres pays, notamment au Royaume-Uni ou en Allemagne, où chaque citoyen se sent en charge de l'intérêt général et se comporte conformément à cette finalité supérieure. Dans ces pays, chaque ministre doit respecter strictement l'éthique du pouvoir et la modestie de son exercice (en distinguant ses dépenses personnelles et celles de fonction) L'opinion veille pour le rappeler au règlement, le cas échéant, et le pousser à la démission s'il s'égarait dans des compromissions avec des intérêts privés.

-La guerre civile est une maladie endémique qui repousse sur le terrain français comme du chiendent (Braudel). Après les querelles tribales, les guerres de religion, les conflits politiques (Jacobins et Girondins, rouges et blancs, royalistes et républicains, les jalousies professionnelles (fonctionnaires, salariés, agriculteurs) ont pris le relais et occupent les esprits. Chacun s'y donne à cœur joie, souvent pour le plus grand malheur de tous. Une simple étincelle peut provoquer l'explosion.

Aujourd'hui, l'opposition obsessionnelle entre la droite et la gauche assure la cristallisation de toutes les contradictions, de tous les anathèmes, de toutes les ambitions. Pour demain, nous nous préparons, en période de crise, à de nouvelles formes de guerre civile, entre travailleurs et chômeurs, entre immigrés et nationaux.

Comment la France a-t-elle pu réussir son unité ? Mais celle-ci reste fragile. "Le feu peut toujours prendre à la maison". Il y a toujours péril en la demeure France!

- La féodalité est un état d'esprit sans cesse renaissant. Dès que quiconque a du pouvoir il est tenté d'un abuser La monarchie a connu ce mal, lorsque les vassaux roulaient carrosse alors que le roi de France avait les chaussures trouées.

De nos jours,nous connaissons ce mal français, avec le contresens sur la décentralisation, comprise comme un pouvoir quasi –absolu ,arraché à l'État alors que ce pouvoir est seulement délégué aux serviteurs du peuple qui attend en retour le meilleur service rendu. L'État doit donc toujours veiller à garantir l'intérêt national face aux potentats , aux clans et aux féodalités syndicales,financières, aux réseaux les plus divers, qui sont tous tentés de confisquer le pouvoir.

Face à ces tendances dangereuses, **des réactions** se manifestent dans un contexte souvent imprévisible.

– Tout d'abord, à juste titre, les dirigeants de la France, sous tous les régimes, ont voulu et tenté *une œuvre permanente de réconciliation*, avec plus ou moins de succès, selon le courage, la hauteur de vue, la sincérité et la mise à l'écart des clans politiciens.

Ainsi l'histoire a rendu hommage à Henri IV qui a mis un terme ou tout au moins apaisé pour un temps la guerre de religion entre catholiques et protestants. Après la prise de la Bastille qui a sonné le glas de la monarchie le 14 juillet 1789, un an après le 14 juillet 1790, les révolutionnaires ont cherché à réconcilier les Français au cours de la fête de la Fédération, en présence des délégations de toutes les provinces françaises. Cet évènement, d'une naïve recherche d'harmonie, s'est déroulé autour d'une messe en plein air, célébrée par Talleyrand, face aux gardes nationaux de La Fayette, Louis XVI étant invité à jurer le respect de la Constitution. Pour sa part Napoléon a jugé opportun de réconcilier les révolutionnaires et les royalistes, l'Eglise et l'État. Plus récemment de Gaulle, en 1946 et en 1958, a voulu appeler au gouvernement de la République les représentants de la droite de la gauche, confondus dans la mission sacrée du service exclusif de la France et non d'un parti.

En effet on ne peut pas servir à la fois son parti et la France : il faut choisir ! Mais le démon de la discorde poursuit son œuvre à toutes les époques et le mal français conduit la France à la dérive, sous les embardées partisanes et politiciennes, en compromettant toute continuité politique sur le long terme.

– Face aux *crises financières, maladie chronique de la France*, les gouvernants ont démontré plus d'hésitation que de courage. Cette impuissance pathologique s'est traduite par une mauvaise gestion des comptes publics, par un poids excessif d'impôts incompris et vite insupportables, par l'impossibilité d'accomplir à temps les réformes nécessaires. Le roi Louis XVI l'a payé horriblement cher. La IVe République a été gravement atteinte de ce mal et le premier devoir de la Ve République a été, avec Antoine Pinay, de redresser les finances publiques par la confiance.

Cette pathologie caractérielle a été à l'origine des troubles, des révoltes, des révolutions.

L'actualité nous confirme la gravité de cette maladie qui empêche l'État de choisir la rigueur de la gestion pour réduire les dépenses publiques, la dette et les prélèvements obligatoires.

- De leur côté, les Français sont imprévisibles dans leurs réactions.

Ils sont à l'aise pour exiger des réformes pour les autres et pour s'opposer aux réformes les concernant. Ils passent facilement de la révolte dans la rue à la désobéissance civile et à la rébellion ouverte.

L'erreur est répandue dans les esprits et entretenue par le cynisme des gouvernements qui consiste à faire croire que la loi suffit à régler un problème ou à assurer une réforme. Montesquieu rappelait qu'on ne réforme pas les mœurs par des lois mais par d'autres mœurs. Le risque est plus grave lorsqu'on croit devoir "tripoter" la Constitution pour rappeler des principes évidents que l'on ne cherche pas à appliquer en pratique. Depuis 1958, la Constitution de la Ve République a été modifiée 23 fois. Par contre les Américains ne touchent pas à leur unique Constitution depuis 1787 et les Britanniques respectent l'esprit de leur Coutume.

C'est ainsi que la nation française est confrontée à des risques majeurs. Par exemple la défaite, en 1870 et en 1940, a mis l'Etat par terre et conduit à des régimes incertains ou antirépublicains. En 1947, la France a failli devenir une démocratie populaire si les communistes n'avaient pas été sortis du gouvernement. En 1958, l'Armée était prête à prendre le pouvoir tombé en déshérence. En 1968, la décomposition de l'État était en germe. Aujourd'hui...Que dire ?...

Quel est donc le secret qui permet à la France de survivre et de rebondir dans les épreuves ?... Peut-être l'esprit de notre peuple ?

L'âme de la nation existe-t-elle ?

La nation française a-t-elle une âme ? Nous savons, depuis Renan, que la nation est un principe spirituel, une volonté de vivre ensemble et s'identifie à un plébiscite quotidien. Ce n'est donc pas une affaire d'incantation philosophique ou rhétorique, mais ce sentiment d'appartenance repose sur des témoins authentiques et prend racine dans des valeurs partagées.

Une lignée de témoins balise notre route nationale. La nation ne croit qu'aux témoins qui acceptent de se faire tuer, selon l'expression de Camus. L'épopée de la Résistance et de la France libre en a donné de réels exemples. Depuis le martyr Jean Moulin, désigné en qualité de préfet pour être l'unificateur des mouvements divisés de résistance, jusqu'aux commissaires de la République de 1944, dotés des pleins pouvoirs, chargés au milieu des périls de remettre en route l'économie et la paix du pays, puis, rentrés dans le rang une fois la périlleuse mission accomplie.

L'immense armée des plus modestes des Français honnêtes, les sans grades et les sans partis, réconforte ceux qui aiment la France. Ils forment notre armature morale. Les exemples abondent autour de nous. Je retiens, d'expérience, le dévouement des maires des petites communes, le courage des marins pêcheurs bretons, le dévouement des habitants – relais qui acceptent spontanément d'être médiateurs de quartier pour faire la paix dans leur immeuble de banlieue, des directeurs d'école qui offrent un partie de leurs vacances pour enseigner l'informatique aux plus modestes parents de leurs élèves et ce jeune lycéen qui a plongé un hiver dans les eaux du Rhône à Lyon pour sauver un désespéré, puis est retourné à son lycée comme si rien n'était.

Oui, l'immense réserve des honnêtes gens, de bonne volonté, qui font, avec discrétion, leur devoir d'hommes de bien, dans un combat permanent, vient racheter la masse des contestataires, des serviles. Victor Hugo avait déjà stigmatisé : "tous ceux qui n'ont ni cœur ni flamme, Qui boitent de l'honneur et qui louchent de l'âme".

Nos valeurs acquises et confirmées au long des siècles constituent notre patrimoine sacré.

L'aptitude au progrès, inspirée par les philosophes des Lumières, a été illustrée par nos capitaines d'industrie, nos exportateurs, nos chercheurs scientifiques dans les domaines de la médecine, du nucléaire ou de la conquête spatiale.

La *qualité France* a fondé notre réputation dans le monde. Au-delà de la gastronomie et des produits de luxe, il faut citer l'intelligence diplomatique, la création architecturale et l'urbanisme, ainsi que particulièrement l'élégance et la courtoisie naturelle. Il faut ajouter le bon sens paysan dont nous étions tous pétris, qui a pendant longtemps animé l'esprit français et qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

L'esprit critique devrait être, depuis Voltaire, un de nos meilleurs atouts alors que nous sommes menacés par le conformisme médiatique, qui rappelle l'expérience du chien de Pavlov ou l'image des moutons de Panurge.

Que retenir de ce premier regard rétrospectif et affectif sur la France ?

D'abord, comme dans une famille, l'affectio societatis ne repose pas seulement sur les succès ou le prestige. Cet amour lucide retient également les insuffisances, les fautes et les souffrances, mais en rejetant tout reniement, tout oubli, toute repentance.

Simplement cultiver nos valeurs. C'est parce que le fleuve est fidèle à sa source qu'il peut s'épanouir dans la mer de son destin.

Rien n'est acquis, même si le pire a pu être évité plusieurs fois. Clovis aurait pu faire de notre peuple gaulois un vulgaire et servile collaborateur des Romains. Jeanne d'arc a aidé Charles VII à "porter la France" qui aurait pu se fondre dans le

royaume d'Angleterre. En 1815 l'intelligence de la diplomatie de Talleyrand a retourné la menace d'une vengeance antifrançaise lors du congrès de Vienne. En 1940 la France aurait pu disparaître dans les griffes de l'Allemagne nazie.

Depuis, les épreuves ne nous ont pas épargné. A-t-on conscience que de 1939 à 1962 la France n'a pas cessé d'être en guerre.

Mais nous savons que les nations comme les civilisations sont mortelles (Paul Valéry), lorsqu'elles acceptent de perdre la substance de leur âme. Aujourd'hui la crise va servir d'accélérateur de chances ou de risques .au lieu de fantasmer sur une nouvelle société hypothétique, souhaitons qu'un effet positif de la crise permette d'assainir notre pays, de le nettoyer de ses virus, et de nous débarrasser de nos faux dieux et de nos fausses valeurs .

A nous de choisir la France, comme l'a fait le chinois François Cheng, "en donnant les raisons profondes qui l'ont décidé, presque sans hésitation, à se fixer en France : J'en vois respectivement trois, (dit-il) : d'abord, sa plus que célèbre littérature, ensuite son raffinement, enfin, l'irrépressible besoin de tendre vers l'idéal de l'universalité".

Sommes-nous, nous Français de 2009, à la hauteur de ce compliment ?

Portons maintenant notre réflexion sur l'évolution des mœurs de notre pays, pour prendre la mesure du risque mortel que nous courons, dans la mesure où la crise se situe, non seulement dans l'économie, mais essentiellement dans l'âme du peuple français.

Aujourd'hui qu'est devenue notre France ? ou plutôt que sont devenus les Français ?

Si on ne doit plus voir la France comme elle fut, de même on ne peut pas voir le visage qu'elle aura dans le futur. En effet les Français ont changé fortement de comportement, sans qu'ils le veuillent, ni sans qu'ils en soient pleinement conscients. Emportés par la force de multiples courants d'influence, notamment l'oppression du grand frère médiatique, nos concitoyens ne savent pas qu'ils vivent une mutation exceptionnelle d'adaptation, sans pouvoir choisir à quoi s'adapter et sans pouvoir deviner la nouvelle métamorphose qui les attend et qui menace notre identité française.

En fait la pire rupture est celle qui détruit les ressorts de l'être collectif, avec les valeurs de fond. Un tel changement est d'une toute autre nature. Il peut rompre les ponts avec le passé sans pouvoir appréhender la nouvelle direction de la nation.

Notre société évolue dans un monde qui a changé en une génération beaucoup plus qu'au long des siècles précédents. La manière de vivre est une chose, le mode de pensée en est une autre, plus grave.

Les *inventions* repoussent les limites humaines, de l'infiniment petit à l'infiniment grand, au point que nos contemporains, ivres d'orgueil, se laissent aller à se prendre pour Dieu, dont ils croient pouvoir se passer aisément.

Le confort matériel transforme la vie quotidienne et domestique. La santé bénéficie de considérables avancées dans la recherche, en dépit du surgissement de risques inattendus et de nouvelles maladies. La mobilité par la révolution des transports remodèle et rétrécit la carte de France et celle du monde. L'information rend chacun de nous plus proche du bout du monde par Internet que parfois, hélas, de son voisin de palier. Ainsi, portable et musique à l'oreille, de nouveaux extraterrestres jouent les autistes dans un espace urbain déshumanisé.

En quelques années, *le niveau de vie* a bondi de plusieurs degrés dans l'échelle de la vie sociale. Il n'est plus contraint que par l'effet de ciseaux entre la croissance illimitée des besoins et la réduction du pouvoir d'achat, ce qui nourrit la frustration des consommateurs, bousculés par la publicité et éternels insatisfaits. Comment expliquer qu'un tel constat favorable ne paraît pas combler l'appétit de bonheur de nos contemporains ?

Le progrès technique ne parvient pas à faire naître une nouvelle culture. Nous continuons de vivre attachés à la civilisation humaniste occidentale et notre âme, sur le plan individuel ou collectif, peine à intégrer des comportements de jouissance hédoniste qui ne se rapportent à aucun idéal bien déterminé.

Certes la France doit faire effort pour ne pas être à la traîne dans cette évolution prestigieuse et concurrentielle qui repose sur nos chercheurs, nos industriels, et nous pousse dans une course accélérée vers un bien-être. Mais l'esprit humain, privé de fondations solides, ne ressent plus qu'un mal-être qui nous éloigne du bonheur.

Nos experts français continuent de faire rayonner notre ingénierie à l'étranger. Ainsi les responsables du transport urbain à Montpellier vont conseiller pendant trois ans les élus de Brasilia, capitale du Brésil, qui vont s'inspirer de l'expérience du tramway de Montpellier en vue de la prochaine coupe du monde de football en 2014. Les techniciens et urbanistes de Brasilia seront formés en France. D'autres villes également dans le monde s'intéressent au modèle montpelliérain, notamment Madrid, Jérusalem, Dublin.

Cultivons donc la fierté et la confiance dans nos valeurs françaises!

De graves déséquilibres découlent de la maladie d'une société privée de repères. Nous errons sur une route non balisée, un peu comme Diogène cherchant un homme avec sa seule lanterne, et à la dérive vers une terre promise dont l'horizon ne nous laisse entrevoir que des signes contradictoires.

Notre société française est devenue instable car les bases sont ébranlées.

- Le trouble financier, économique et social résulte de la défiance vis-à-vis des manœuvres maladroites des financiers et des politiques. C'est l'origine des crises en série qui surprennent le monde depuis quelques mois. Nous avions cru construire sur du solide, notamment sur l'argent, l'immobilier et le profit, mais la croissance n'est pas venue parce que la terre humaine était mal ensemencée.
- Malgré les progrès, les décalages sociaux persistent et s'aggravent. Les inégalités sociales s'accentuent en France plus que dans d'autres pays d'Europe.
 Le chômage de masse suscite la précarité des emplois et nourrit un phénomène

de pauvreté méconnue jusqu'alors. Notre régime de sécurité sociale, un des meilleurs au monde, est menacé de mort par la gabegie collective qui creuse un déficit insupportable.

L'incompréhension de la crise est douloureuse. Pourtant un peu de réflexion et de bon sens peut expliquer que la recherche d'un profit maximum avec un risque minimum est un leurre dangereux pour les banquiers, qu'il n'y a pas de mondialisation heureuse quand elle n'est pas régulée, que le libéralisme débridé est une confiance mal placée dans le marché, que le capitalisme livré à lui-même, comme tout pouvoir, peut devenir fou. La surprise c'est que les experts les plus sophistiqués dans le monde et dont l'arrogance nous étonnait il y a peu de temps ne voient plus rien venir et restent sans voix. N'en est-on pas revenu aux années 50 en évoquant nos souvenirs de faculté avec la mémoire de John Maynard Keynes et à retrouver l'héritage colbertiste de notre État à la française, pourtant tellement méprisé précédemment.

En fait l'irresponsabilité est flagrante. A-t-on noté que Alan Greenspan, ancien président de la Banque Fédérale Américaine, a été le seul à avouer son échec et à s'en excuser publiquement au milieu d'un silence coupable assourdissant.

Une autre perte de confiance sévit dans le domaine politique

La course infantile au pouvoir, à l'argent et à l'image médiatique, aveugle nos dirigeants qui n'ont pas le courage d'annoncer la vérité des comptes publics en déficit et en dette. Ils ne savent que faire, sauf reculer, lorsque l'annonce des réformes déclenche la danse de Saint-Guy de tous les défenseurs des fameux droits acquis.

La démocratie républicaine est polluée par la communication, les sondages, la vaniteuse manipulation des émotions et des ego. Il en résulte des mouvements anarchiques de l'opinion à éclipses qui peuvent conduire au pire.

Le domaine politique est devenu le champ clos des partis politiques, qui, de droite ou de gauche, privés des idéologies dépassées, se constituent en machines à conquérir le pouvoir, puis, tels les joueurs de flûte racolant les clients, à le capter au profit des clans et des féodalités, en ayant comme but de mettre de côté l'arbitrage de l'État républicain qui pourtant doit rester ouvert à tous et n'appartenir à personne.

Comment pouvons-nous comprendre cet appétit insatiable qui inspire déjà quelques candidatures pressées pour l'échéance présidentielle de 2017 ? Ces professionnels de la politique feraient bien de se trouver un autre métier pour se rendre compte de la façon normale dont les Français vivent chaque jour.

Si rupture il y a, elle se manifeste comme un divorce entre la classe politique et le peuple. Dans ce cas, l'accumulation concentrée des mécontentements débouche tôt ou tard sur l'explosion.

Cet *Etat affaibli et méprisé* n'est plus considéré que comme une compagnie d'assurances que l'on fait intervenir, pour assister nos concitoyens en difficulté.

Alors lorsque le moment tant nécessaire arrive de s'unir pour agir ensemble, les clivages puérils tentent de reprendre le dessus. L'entente ne peut pas être obtenue grâce à la distribution de crédits publics, devenus de vulgaires assignats, ou au report de la dette publique sur les futures générations.

Le culte du conflit nous paralyse. Il suffit d'annoncer un projet d'ampleur stratégique pour que aussitôt les énergies se déploient en vue d'organiser l'obstruction. Comment ne pas être déçu par les tergiversations qui s'opposent aux solutions évidentes qui ont besoin de compréhension raisonnable et de consensus responsable.

Ainsi nous sommes peinés par quelques pitoyables querelles en Languedoc que la presse relate avec gourmandise : des vanités présidentielles de trois universités montpelliéraines faisant obstacle à la salutaire opération du campus de Montpellier Sud de France, l'affrontement stérile concernant le doublement de l'autoroute A 9, la revendication infantile de la tête de César(surgissant du Rhône comme un rappel à l'ordre des gallo-romains) par les présidents de deux conseils régionaux sous prétexte que le Rhône partage ses rives entre ces deux régions, alors que seul l'Etat est habilité à revendiquer ce noble vestige.

C'est pourquoi il faut une dose incommensurable d'énergie et de patience, ou d'humour, pour parvenir à des accords. J'ai personnellement expérimenté l'accord unanime enregistré après beaucoup de débats interminables dans trois contrats de plan, ainsi que l'engagement du dossier du train et à grande vitesse Lyon - Turin (qui est d'ailleurs toujours en instance depuis plus de 15 ans).

Voilà comment on passe à côté des enjeux. Demain la réforme de la région et du département nous promet de piètres luttes homériques pour pas grand-chose.

Contre l'individualisme viscéral, nous devons acquérir le goût du travail en équipe, de l'alliance et du partenariat. C'est valable aussi bien pour l'économie qu'en politique.

Au-delà de ces maladies gauloises, **notre France souffre aujourd'hui d'un mal plus profond** qui atteint la substance et l'âme de la nation.

Avons-nous conscience de **la perte de sens** de nos comportements et de nos actions ?

Le relativisme est une drogue mortelle. Si tout se vaut, rien ne vaut la peine. Le discernement entre ce qui est bien et ce qui est mal est combattu par la caisse de résonance médiatique. La répétition de la pensée unique joue le rôle d'assommoir pour la réflexion et la passivité de l'opinion se transforme en étouffoir de tout esprit critique au profit du nivellement par le bas.

Les mœurs, publiques et privées, en plein dévergondage, détruisent les fondements de toute société, c'est-à-dire la famille (couple de parents et enfants), l'école (chargée d'instruire les enfants et surtout d'élever des citoyens), la patrie et s'ajoutent l'étalage des relations vulgaires et médiocres dans les rapports politiques ou sociaux, et le crétinisme de la publicité.

La perte des valeurs est un degré supplémentaire d'inquiétude.

Au centre de cette crise morale, on trouve le culte scandaleux du veau d'or.
 L'argent, devenu la principale valeur - repère, a remplacé Dieu, évacué de la société dite moderne.

Cette réflexion désabusée d'Henri de Montherlant se révélait prémonitoire, dans le "maître de Santiago" dont l'action se déroule en 1519. "On aimait l'or parce qu'il donnait le pouvoir et qu'avec le pouvoir on faisait de grandes choses. Maintenant on aime le pouvoir, parce qu'il .donne l'or et qu'avec cet or on en fait de petites".

-*L'immoralité* en tous genres défraye la chronique quotidienne. On peut penser que la perte de la vertu avait existé en d'autres temps. Mais peut-être qu'avant on ne savait pas ou bien les dévergondés étaient discrets, ou craignaient, par honte ou par peur, la contrainte sociale qui depuis est devenue complice.

Aujourd'hui deux constats aggravent la réalité : d'une part l'opinion ne réagit pas ni ne condamne pas, comme si elle était lassée et désabusée, d'autre part l'exemple des élites politiques, industrielles, sociales contribue à banaliser l'inacceptable immoralité (parachutes dorés, abus de biens sociaux, corruption, dilapidation de crédits publics, fraudes à la sécurité sociale ou au fisc). Une loi prochaine doit assurer un parachute doré aux ministres qui retrouveront leur siège au Parlement, contrairement à l'esprit de la Ve République.

Or tout homme conserve en son cœur des références persistantes, malgré le vent dévastateur des mauvais exemples médiatisés. L'immoralité, présentée sans vergogne, constitue une souffrance pour les honnêtes gens qui se sentent injuriés et bafoués.

– En fait, de tout cela il ressort *un vide spirituel* qui explique la déstabilisation d'une société française soumise à une déchristianisation accélérée, en méconnaissance de la source spirituelle de notre long cours millénaire Encore faut-il avoir été christianisé! Or, circonstance aggravante, on observe, pour les moins de quarante ans, la "non-christianisation"de nombreuses générations, qui n'ont pas conservé grand-chose de leur vague teinture de catéchisme. L'oubli des références chrétiennes de base rejoint l'abandon de notre culture française traditionnelle.

Or au même moment on voit apparaître de nouvelles et multiples croyances et surtout s'imposer un Islam devenu la deuxième religion dans une France qui ne reconnaît plus la première. Ces jeunes issus de l'Islam ne sont forts apparemment que par les rites, mais leurs réactions identitaires créent des réflexes de groupe et, de fait, peuvent séduire quelques camarades issus de ...rien!

Ainsi la perte de repères de l'ordre de l'esprit provoque une lâche indifférence et, sous couvert d'une laïcité dévoyée, un néo paganisme prend place dans les mentalités.

Mais nous ne pouvons pas abandonner nos bases chrétiennes, ne serait-ce que parce que la plupart de nos principes républicains et notre devise nationale sont imprégnés d'esprit chrétien, au sens du respect de l'éthique et de l'altruisme. La perte de mémoire de cette matrice chrétienne peut faire de nous des amnésiques.

En Allemagne, dans la quasi-totalité des Lander, l'enseignement religieux est une matière officielle, incluse dans le système de notation, comme l'histoire ou les mathématiques. La Russie connaît aujourd'hui une résurgence de la foi religieuse et une considération officielle de la religion orthodoxe comme une des clés de l'identité nationale.

Notre nation elle-même souffre d'une perte de cohésion.

Des communautés ethniques, religieuses et des minorités catégorielles et sexuelles ont entrepris de coloniser la France et d'imposer leur choix à la majorité du pays, y compris les mœurs familiales (polygamie), vestimentaires, gestuelles, de langage.

Après la révolution française qui avait poursuivi l'œuvre unitaire de la monarchie, nous ne pourrons pas accepter que la France devienne l'agrégat inconstitué de communautés désunies. Il faut empêcher la déchirure de notre tissu national, car "la France est d'un seul tenant" (Clemenceau).

Nous avons perdu la force de nos valeurs et nous devons reprendre les commandes et donner le cap à notre bateau ivre.

C'est l'histoire d'une société mortelle de somnambules qui vont vers leur chute. Tout au long de cette glissade, chacun répète : jusque-là tout va bien. Mais le plus important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage!

Qu'allons-nous transmettre aux jeunes générations ? Les gouvernements passent... la France demeure... mais dans quel état ?

Quel avenir pour la France... dans le monde ? Que faire ?

- C'est le moment pour les Français de s'interroger sur eux-mêmes et sur la France, non pas dans le complexe du déclin, mais dans la recherche du rebond. Certes nous ne sommes plus ce que nous avons été. Les illusions perdues de la "Douce France... Beau pays de notre enfance" avivent notre déception et procurent une réelle souffrance affective.
- Tout va si vite que l'on peine à saisir le sens de la route. Le problème n'est pas de trouver la bonne démarche, mais de répondre à la vraie question lancinante : vers quoi allons-nous ? où voulons-nous aller ? Le savons-nous ?
- Il faut attaquer le mal à la racine et pour cela faire appel à la confiance des Français, les éclairer sur les finalités supérieures à atteindre et solliciter leur intervention (au besoin par référendum) par-dessus les positions politiciennes, syndicales et corporatives.
- Notre quête de la vertu en politique nous indique la voie à suivre : retrouver la sortie par le haut, au-dessus des querelles partisanes, "en avant, ferme et droit" comme disent les cavaliers.

Notre devoir est donc clair : à l'intérieur, reprendre nos forces financières et politiques en vue de préserver l'excellence. À l'international vouloir rayonner. Nous en avons encore les moyens. Seule une volonté exceptionnelle nous permettra de remonter ensemble une si forte pente.

A l'intérieur, consolider nos bases nationales pour retrouver nos atouts et nos forces c'est-à-dire un Etat, une nation, des valeurs.

- En France, **l'État-nation** a toujours été indissociable du peuple et à son service. Notre malheur est né du découplage d'un État livré à lui-même et coupé de la nation entre les mains des coteries politiciennes.

Il faut réagir aux critiques visant à affaiblir notre État et l'image de la France. Il suffit de rappeler notre dette envers l'État qui a précédé et construit la nation et d'observer le sort funeste des pays sans Etat (Irak, Liban, Palestine, récemment Belgique, les Balkans).

- La réforme des Institutions doit éviter deux impasses : d'une part la dénaturation de la Constitution de la Ve République dont la bienfaisante longévité de plus de 50 ans doit être prolongée ; d'autre part le glissement de la pratique gouvernementale vers un régime présidentiel contraire à l'équilibre de la Ve République.

La suppression de l'empilement des niveaux territoriaux d'administration (agglomérations, départements, régions) ne pourra pas éviter de recourir au référendum, si on veut désarmer les résistances conservatrices de nature féodale qui sont en place au sein des collectivités locales départementales ou régionales.

La fonction publique a toujours illustré l'élite républicaine du service public par l'impartialité, l'intégrité, le mérite du talent et de la vertu. L'École nationale d'administration suscite un fort intérêt de la part de la plupart des Etats dans le monde. Pourquoi s'acharner aujourd'hui à réduire sa valeur. Elle est simplement menacée par deux maladies : la politisation et l'attrait de l'argent.

- Mais au-delà des Institutions, *la réforme des comportements* est essentielle.

D'abord il importe de passer du "je" au "nous", à l'instar du "Yes we can" de Obama. "Nous, Peuple des Etats-Unis": ainsi commence la Constitution américaine. La France est un peuple assemblé et majeur qui assume son avenir et non un troupeau suivant passivement les consignes de ses dirigeants. Notre Constitution a défini l'Etat-Nation (article 3): "la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par le référendum".

De même il est urgent de dire la vérité pour donner du sens aux réformes qu'il convient de conduire en confiance avec l'ensemble des Français, en bon ordre, sans télescopage inutile et en élargissant le cercle des interlocuteurs traditionnels. Au-delà des effets de nos maux il est primordial de s'attaquer aux causes et aux finalités. Par exemple, la politique des banlieues ne se limite pas à la répression des violences. Elle exige, préalablement et en amont, le respect de la famille, la vocation des enseignants et l'élaboration d'un message moderne de paix civique et d'espoir spirituel que la République a le devoir d'adresser à la jeunesse, sinon l'Islam s'en chargera.

– C'est pourquoi, pour traverser la crise, *la mobilisation des Français, réconciliés* autour du bien commun, est une nécessité. À cet effet l'antique et grotesque antagonisme opposant la droite et la -gauche, évoque le western américain, ("le bon, la brute et le truand") entre ceux qui ont raison et ceux qui ont tort en fonction de la maîtrise unilatérale du pouvoir.

Lorsque la dangereuse tempête mondiale se rapproche, les équipes ont le devoir de donner le meilleur d'elles-mêmes. Les Allemands et les Américains nous apprennent à se comporter intelligemment entre partis concurrents, parce que l'amour de leur patrie leur inspire la mobilisation de tous autour de l'intérêt général.

Face à un danger exceptionnel, seul un gouvernement d'union nationale, constitué avec des personnes dégagées d'appartenance partisane, pour réaliser, dans une vision de long terme, un programme exigeant de salut public, sur une période

limitée de trois à cinq ans, permettrait de sortir la France de l'ornière. Les Allemands ont réussi à tenter une telle ouverture pour redresser la gestion de leurs comptes publics. Les formations politiques de droite et de gauche se sont mises d'accord pour donner la priorité à l'élaboration d'une politique d'urgence nationale sur les exigences d'une prochaine campagne électorale.

Une nation unie, rassemblée et solidaire est tout à fait compatible avec l'appartenance à l'Union européenne qui est définie, selon le traité de Maastricht, comme une union d'Etats-Nations.

- La nation française est une communauté de destin et non un supermarché de distribution de droits sans les devoirs correspondants. Elle ne supporte pas la contradiction interne avec des communautés minoritaires, non solubles dans l'ensemble national.

L'unité doit précéder et permettre la diversité. L'essentiel c'est le sentiment d'appartenance commune qui l'emporte sur une allégeance à des groupes religieux ou ethniques. L'unité c'est l'égalité de tous dans le partage des droits et devoirs. C'est l'attachement à l'intérêt collectif. C'est l'amour de la patrie qui garantit l'identité d'un peuple uni dans la diversité.

Le multiculturalisme ou le métissage dont se gargarisent des discoureurs de tous bords qui ont perdu le repère de la francité, est un travail de sape des fondements de notre nation. Le concept de diversité, que l'on vient heureusement d'éviter d'inscrire dans le préambule de la Constitution, est l'habillage d'une résignation devant les pressions de milieux intellectuels et médiatiques. Plus on insiste avec une certitude arrogante sur de tels fantasmes, plus on provoque des réactions de nature raciste qui peuvent déclencher une discorde dans la nation. La diversité existe déjà suffisamment pour entretenir divisions et revendications, ce qui nous manque c'est l'union de tous ceux qui veulent aimer et servir la France.

La France ne s'est pas forgée depuis des siècles pour accepter une perte mortelle de sa substance charnelle, surtout parce qu'elle a su démontrer depuis longtemps son aptitude à accueillir des étrangers de tous horizons, de toutes ethnies et de toutes religions pour en faire des citoyens français.

Avec ce prétendu métissage, nous ne saurons bientôt plus qui nous sommes. Les Français de cœur devront-ils devenir un minorité invisible ? Répartis dans nos divisions catégorielles, nous serons noyés dans une diversité corrosive. Au lieu d'intégrer la diversité des minorités visibles dans l'identité nationale, c'est notre identité nationale qui va se dissoudre dans un magma indifférencié, qui n'aura plus que le nom apparent de France.

Les Américains assument leur grande diversité parce que, malgré leurs fortes différences catégorielles, ils sont avant tout unis dans l'amour de la patrie américaine. On pourrait dire la même chose pour les Russes, les Chinois ou les latino-américains, tous fiers de leur appartenance à une culture nationale. Pourquoi avons-nous perdu l'amour de la France au point d'être incapables de le communiquer aux Français issus de l'immigration ?

- Dans cet esprit, *la politique d'immigration* doit retrouver tout son sens.

Deux règles de base en fixent les limites. D'une part l'accueil des immigrés doit déboucher sur l'intégration puis l'assimilation de nouveaux citoyens français. D'autre part l'étranger a le devoir de respecter les lois et les mœurs du pays d'accueil, de légitimer sa venue par la contribution aux progrès de la France et non par la revendication de droits à l'assistance gratuite. Il doit faire preuve de discrétion, d'assimilation par la langue et les mœurs et surtout par un amour de la France. Chacun peut avoir sa place dans la nation à condition de la mériter.

Dans la lignée de Senghor,agrégé de grammaire et qui fut ministre de la République Française,le témoignage de François Cheng, devenu à son tour membre de l'Académie Française, illustre cette vérité de base. Son amour pour la France l'a conduit à porter haut le prestige de la langue française, à adopter un prénom français et à démontrer un comportement altruiste.

On en arrive à poser la question d'une réforme fondamentale qui devrait mettre un terme à l'ambiguïté ou au contresens de la nationalité française offerte par la simple naissance sur le sol français d'enfants issus de parents étrangers. On ne peut être Français par la seule circonstance de la naissance, on ne peut être français que si on est né de parents français ou si on veut le devenir, lors de la naturalisation, par amour de la France et non par l'intérêt matériel ou social. Même si la nationalité française est revendiquée par le jeune à l'age de la majorité, encore faut-il que son attachement à la France soit inscrit dans son cœur et qu'il se comporte sans distinction comme un français de toujours. La question du remplacement du droit du sol par le droit du sang retrouve donc une forte actualité, par opposition à l'hypocrisie de nouveaux Français assistés et aigris et par référence aux choix de pays comme l'Allemagne ou la Grèce.

Si nous ne décidons pas de corriger cette position irréaliste actuelle, nous courrons de réels dangers : en particulier une image floue de l'identité nationale, le repli de communautés enkystées dans leurs lois et traditions, un choc entre civilisations, des conflits ethniques et religieux.

En effet, n'oublions pas que la France se trouve à l'épicentre de confrontations culturelles et de luttes armées internationales qui peuvent venir troubler l'ordre public jusque sur notre territoire.

En conclusion, le choix s'impose à nous : soit nous acceptons la dégénérescence et la disparition à terme de notre identité nationale ; soit nous faisons à nouveau fonctionner notre creuset national pour unir tous les Français de nationalité et de cœur.

Mais ceci ne sera possible qu'à trois conditions : contrôler les entrées pour s'assurer que l'amour de la France l'emporte sur le profit utilitaire ; exiger l'exemple qui doit être donné en haut lieu par les élites du pays, afficher des valeurs profondes , communes et mobilisatrices.

On peut se demander pourquoi d'autres pays, Espagne, Italie, Allemagne, ne subissent pas la même pression migratoire. Serait-ce que l'attrait du système de protection sanitaire et sociale n'est pas aussi prononcé ni avantageux qu'en France à l'égard des étrangers ?

Des valeurs nourrissent la substance même de ce qu'on a appelé l'esprit français. L'histoire nous a appris la richesse de ce patrimoine, même si nous paraissons aujourd'hui nous détacher de nos devoirs d'héritiers. Face à l'overdose d'immoralité, nous sommes en état de manque de valeurs, particulièrement la culture et la moralité.

La culture traduit notre devoir d'excellence à travers les œuvres, l'art, l'architecture, les lettres et la francophonie. Ce qui nous est parfois reproché aujourd'hui dans le monde, c'est une certaine arrogance lorsque notre intervention ne porte plus la marque de l'excellence et lorsque la médiocrité vient troubler notre image.

J'avais été ému en apprenant qu'un ami colombien, M. Nicanor Restrépo, grand industriel, était un passionné de Balzac, œuvre qui avait inspiré ses travaux personnels universitaires. Il m'a récemment stupéfait, en m'avouant que, lors d'une mission officielle de médiation auprès des F.A.R.C., il avait trouvé, comme sujet de conversation avec un responsable militaire guérillero, leur égal amour pour l'œuvre de Balzac.

C'est à l'étranger que j'ai très souvent ressenti la fierté d'être français, toutefois la lecture des journaux français, dans l'avion du retour, suscite trop souvent tristesse et amertume.

Diverses opinions peuvent nous inquiéter à juste titre. La déconsidération de l'orthographe, l'abandon de l'épreuve de culture générale pour les concours d'accès à la fonction publique, la perte d'usage du français dans les réunions internationales relèvent de cette même insolence désinvolte à l'égard des bases de notre esprit français. Il faut reprendre confiance dans la francophonie, portée par plus de cent millions de personnes dans le monde, et sans oublier que le Français est une des deux langues officielles de l'Europe.

C'est par la culture que la France a toujours rayonné dans le monde. Que penser aujourd'hui de la nécessité de recruter des médecins étrangers, de l'illettrisme de nombreux jeunes sortis du système scolaire, de l'absence de sélection dans l'enseignement supérieur, de la rétrogradation des universités françaises dans les palmarès internationaux.

Les discours creux ne peuvent pas renflouer les caisses vides. Notre inquiétude ne fait que croître lorsque les crédits pour l'action culturelle de la France à l'étranger baissent de 20 à 30 %, mettant en péril le rayonnement français par les centres culturels. Dans le même temps, les autres pays européens renforcent leurs positions et augmentent les crédits (plus 6 % pour les Britanniques, plus de 10 % pour les Allemands, plus 60 % pour les Espagnols).

Ce trou d'air culturel en France peut être fatal pour l'âme de notre nation, car la culture constitue l'arme douce de notre diplomatie. Au-delà de notre influence, c'est notre existence même qui est en jeu dans les domaines diplomatique et économique.

Je peux citer un exemple vécu. Au titre du conseil d'État, en 2003, la délégation de juristes que je dirigeais en Chine n'a pu obtenir la moindre subvention ministérielle et au bout de deux ans de patience, nos amis chinois qui aiment la France, nous ont payé les voyages et l'hébergement. Ils souhaitaient en effet travailler avec des Français pendant plusieurs jours pour approfondir nos institutions telles que l'État de droit et le conseil d'État, le préfet et la décentralisation. Les plus hauts ministres qui nous ont reçus ont exprimé leur admiration pour la France.

Aujourd'hui, en 2009, il est regrettable que lors du 40e anniversaire de la reconnaissance internationale du régime chinois à l'initiative du général de Gaulle, le chef de l'État chinois fasse une tournée en Europe en évitant la France.

J'ai eu l'honneur d'accomplir la même mission de coopération pendant cinq ans en Roumanie pour aider ce pays francophone à réformer l'administration de son Etat en s'inspirant du préfet français.

La moralité ne fait pas référence à l'ordre moral. Elle est inséparable de l'honnêteté. C'est une dimension de respect et d'ouverture d'esprit inhérente de tout pouvoir .La préoccupation de moralité fait partie du patrimoine de l'humanité, depuis l'Antiquité et jusqu'à nos jours. Il y a 3000 ans, Confucius conseillait : "Au peuple, il faut montrer la Voie à suivre, celle qui conduit à la vertu.

De même que la foi n'existe pas sans les œuvres, il n'y a pas de vertu sans preuves, apportées par l'exemple donné à tous les niveaux de responsabilité, particulièrement de la part des élites du pays. C'est dans la famille, à l'école, dans la gestion des affaires publiques, sur les écrans de la télévision, que la vertu se développe ou s'étiole, dans le cœur des citoyens.

Ce n'est pas un don de la nature, car la vertu serait plutôt contraire au comportement naturel d'égocentrisme. Il faut donc agir de deux façons. D'abord encourager et soutenir les honnêtes gens et la générosité des bénévoles. Mais comme ce n'est pas suffisant, il importe de poursuivre toute corruption et toute malhonnêteté par une politique "mains propres" et de combattre les privilèges à tous les niveaux. Un exemple concret peut être donné par la suppression intégrale du cumul des mandats parce qu'il ouvre la voie à toutes les tentations et à toutes les déviations. La plupart des pays ont adopté le mandat unique, distinguant nettement le mandat national et le mandat local.

La crise renforce la nécessité d'un comportement vertueux. Ainsi tout euro supplémentaire d'effort demandé aux citoyens de base doit être compensé et justifié par le sacrifice d'un privilège ou la réduction d'un avantage indu au sommet de l'État ainsi qu'auprès des exécutifs décentralisés. Ce sera le seul moyen d'obtenir l'adhésion du peuple aux grandes politiques nationales.

En définitive la vertu est la valeur ajoutée à toute responsabilité publique ou privée. C'est une sorte de contre poison du pouvoir, le parfum qui fait accepter l'autorité. C'est une tension vers le bien, le bon, le vrai et l'amour d'autrui et de son pays

La crise nous impose de nous dépasser et de lever la tête pour viser un but supérieur. L'actualité américaine montre que l'union des citoyens des Etats américains a permis un choix présidentiel emblématique, non pas pour ou contre un parti, simple fraction du peuple, mais pour faire réaliser quelque chose de beau et de grand, par tout un peuple assemblé, comme ce fut le cas pour John Kennedy en 1961.

En conclusion, sur le plan intérieur, quelques exigences devront être respectées pour réussir le redressement national : l'équilibre financier (notamment par la réduction du déficit abyssal et de la dette astronomique), l'exemple des plus hauts personnages, des valeurs retrouvées, une vision de confiance sur le long terme.

La culture de la mer et la vertu morale du sport ont fait de Michel Desjoyaux un merveilleux encouragement pour notre jeunesse et pour nous. Il n'y a pas de fatalité de l'échec. Retardé au départ, il a repris sa course en solitaire et, parti dernier, il est arrivé premier par la rage de réussir.

Au plan international, la France se trouve en plein vent, à découvert dans un monde instable et dangereux.

Le panorama a fortement changé. La mondialisation n'est plus ce que l'on a cru qu'elle était. Désormais nous retrouvons les traditionnels rapports de force dans la guerre économique et la reprise du pouvoir par les Etats.

Nous avons cru à la fin d'un monde bipolaire séparé entre l'Est et l'Ouest, nous avons espéré dans le multilatéralisme et dans un monde multipolaire, nous avons compté sur la superpuissance unique américaine. De tout cela aucun ordre n'est sorti. Privé de vision stable et de culture, le monde actuel connaît une anarchie inédite et il en résulte un nouveau désordre international qui nous laisse désemparés.

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, l'espoir d'une paix durable et la croyance dans le développement de la démocratie libérale se sont révélés illusoires.

D'une part le terrorisme d'Al Quaida a réveillé les démocraties endormies sous tranquillisants et a sonné le retour des guerres en Irak et en Afghanistan.

D'autre part de nouveaux acteurs dominants renversent les équilibres de l'avenir. Brésil, Russie, Inde, Chine, groupe de pays connus sous l'appellation de "B.R.I.C.", vont concurrencer le leadership américain ou européen.

Enfin la crise financière et économique nous plonge dans l'anxiété, l'emprise croissante de l'Islam nous angoisse. Pourrons-nous un jour refaire le rêve émouvant de Martin Luther King pour entrevoir un monde fondé sur la paix fraternelle ?

Dans ce contexte dangereux et mouvant, *la France n'a plus de place réservée*, au moment même où elle est condamnée à rétablir prioritairement ses propres équilibres nationaux, autant financiers que politiques.

Il nous faut prendre conscience que la France est menacée de reculer et se trouve en danger de disparaître du devant de la scène mondiale.

Le président Pompidou avouait: "Pas une fois dans ma vie, je n'ai vu les Français aux prises avec une épreuve dont ils ne fussent eux-mêmes les auteurs, avant d'en devenir les victimes. Ils n'ont jamais eu de pires ennemis qu'eux-mêmes".

À ce rythme que deviendra la France dans moins de 10 ans ?

Si la France n'a plus rien à dire ou à démontrer dans le monde et en Europe, alors notre pays peut se désagréger, quitter la scène et devenir une région d'Europe, déchue de son histoire.

Quel vide insupportable ce serait si la France n'était plus présente comme acteur et inspirateur de la nouvelle société à concevoir, conformément à des valeurs permanentes! Serons-nous la dernière génération à refermer le grand livre de notre beau roman national?

Il nous reste alors deux directions d'effort et d'espoir : l'Europe et la jeunesse.

- Face aux nouvelles puissances (Chine, Russie, Islam), qui sont animés par des valeurs plus ou moins recommandables, *l'Europe* peut et doit être le seul ensemble international prêt à défendre un projet de société, démocratique, libérale, culturelle, humaniste.

C'est à travers chaque nation que l'Europe retrouvera son efficacité. À cet égard, le moteur franco-allemand est essentiel pour apporter des preuves par des actions communes et solidaires. Certes l'Allemagne, grâce à son effort de cohésion, a pris de la distance et de l'avance et occupe la place stratégique tenue par la France

depuis les années 50. Mais, si la puissance est devenue inégale, notre rôle demeure essentiel, pourvu que par ailleurs l'assainissement de nos finances redonne à notre pays toute sa crédibilité et que les indispensables réformes bénéficient en bon ordre d'un climat de confiance.

Nous avons été pionniers fondateurs de l'Europe des six. La présidence française a démontré l'aptitude brillante de la France à retrouver sa place et sa vocation naturelle à étonner le monde et à faire vivre et évoluer l'Union Européenne. Nous devons poursuivre notre mission en reconstituant un noyau moteur actif avec d'autres Etats dont l'Allemagne, le Royaume-Uni et les pays latins.

La jeunesse peut réagir contre l'héritage douteux qui lui est laissé. Contrepoint d'un peuple vieillissant, elle reste par définition la seule force de l'avenir. Elle a le devoir de réagir contre l'héritage douteux que nous lui laissons. Il lui appartient de nous redonner confiance, de rendre vivant l'idéal humaniste de la France, d'animer l'esprit de l'Europe, de se consacrer au co-développement des pays éprouvés par le malheur de la misère et de la maladie, en Europe de l'Est et en Afrique.

Face à certains politiciens, ressemblant parfois à quelques vieux beaux ruinés, qui lui promettent assistance, gratuité et autonomie, la jeunesse a surtout besoin de vivre l'idéal de la générosité et du service et de mener le combat pour la paix et la justice.

Ils avaient vingt ans, l'étudiant chinois arrêtant seul les chars communistes à Tien An Men, Ian Palach s'immolant par le feu devant les chars soviétiques, nos jeunes étudiants résistants ou volontaires de la France libre. Tous ces jeunes n'ont pas attendu qu'on leur explique ce qu'il fallait faire pour s'en sortir, ils ont montré que l'engagement de sa vie est le propre de la jeunesse et que sa révolte est toujours motivée par le tropisme de l'idéal. C'est Jean Moulin qui a fortement illustré la noblesse du sacrifice consenti pour son pays : "Je ne savais pas qu'il était si simple de faire son devoir quand on en danger".

Allons nous nous contenter d'offrir aux nouvelles générations des dettes financières, la triste perspective de la drogue, du sida ou de l'euthanasie, la jouissance hédoniste, le jeu stérile des politiques cumulards, la dictature sauvage du marché et des spéculateurs. Alors, face à l'hémorragie de nos jeunes diplômés, le service humanitaire s'impose comme une croisade pour la bonne santé du monde.

Si nous faisions un rêve... pour nous faire du bien...

L'exaltation d'une grande et noble ambition, portée personnellement par des jeunes gens, peut réveiller nos valeurs somnolentes.

A l'opposé du verbiage diplomatique, la France se grandirait si elle décidait de mettre en place un service civil international ouvert aux garçons et filles acceptant de donner un an de leur vie pour le service des populations souffrantes ou sinistrées dans le monde. La levée de 50 000 jeunes Français, formant l'avant-garde du peuple constitué de "jeunes volontaires pour la paix par le développement et la fraternité" sonnerait le réveil d'un nouvel enthousiasme. Ces jeunes gens revigoreraient le visage et le moral de la France. Au terme de cette mission, ces jeunes ne

seraient plus les mêmes. Le contact de leur cœur avec la souffrance et la misère leur apprendrait le rejet des subventions illusoires et des honneurs factices. Ils constitueraient un relais civique dont notre nation a tant besoin.

Alors, quel bonheur si la France voulait proposer, lors d'un sommet européen, une alternative aux discours sirupeux, en demandant aux 27 Etats européens d'amplifier l'initiative française en mettant sur pied une cohorte de 500 000 jeunes volontaires européens, offrant leur dévouement au monde entier, pour se porter au secours des populations sinistrées.

Ainsi la France et l'Europe pourraient dépolluer une mondialisation médiocre des miasmes matérialistes et égoïstes qui l'étouffent. Les sceptiques de tous âges doivent savoir que, comme le dit Albert Camus, "les grandes idées viennent dans le monde sur des pattes de colombes".

Oui, un nouvel air de jeunesse nous ferait le plus grand bien pour dégager les braises de l'avenir sous les cendres de notre pays trop vieilli.

L'ardente obligation de la France est donc bien tracée : un idéal républicain à défendre, une France à aimer, un bonheur à construire et à faire rayonner!